

Article

« Les limites des prophéties, ou les raisons d’être de la modestie intellectuelle en sciences sociales »

John Myles

Sociologie et sociétés, vol. 30, n° 1, 1998, p. 55-67.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001523ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Les limites des prophéties, ou les raisons d'être de la modestie intellectuelle en sciences sociales



JOHN MYLES
(Traduction : Suzanne Mineau)

Depuis qu'elle a surgi de la pensée sociale du XIX^e siècle, la sociologie a constamment cherché à dissocier le présent du passé et à repérer les voies probables de l'avenir. En dépit de leurs différences, Marx, Weber et Durkheim ont partagé le même projet : trouver un sens aux transformations cataclysmiques provoquées par la fin du féodalisme, la multiplication des marchés, la révolution technologique associée à l'industrialisme, la formation des États-nations et l'émergence des démocraties de masse. Tous ces événements suscitaient de l'étonnement, de l'émerveillement et soulevaient deux grandes questions : Comment s'étaient-ils produits ? Quel avenir annonçaient-ils ?

Contrairement à ses disciplines-sœurs, notamment l'économie, la sociologie de l'après-guerre a maintenu cette tradition et élaboré de grandioses méta-récits historiques destinés à dissocier le présent du passé et à indiquer les voies probables de l'avenir. Les héritiers de Durkheim nous ont donné la théorie de la modernisation, ceux de Marx ont tracé des modèles du capitalisme monopolistique et ceux de Weber ont prédit une bureaucratisation généralisée.

Rétrospectivement, il est difficile de trouver une seule « théorie spéculative » des années cinquante ou soixante qui n'ait pas été sapée de façon significative par le cours réel de l'histoire. Parsons prédisait avec assurance que la modernité signifiait la fin des clivages ascriptifs fondés sur l'ethnie, la religion ou d'autres identités collectives, mais on a assisté plutôt à la persistance des déterminations raciales dans la vie sociale aux États-Unis, à la résurgence du nationalisme ethnique en Belgique, au Canada et en Irlande du Nord, au « problème des immigrants » en Europe de l'Ouest et aux guerres ethniques en Europe de l'Est. L'ère du capitalisme monopolistique, soit l'époque où General Motors semblait diriger le monde (ou du moins les États-Unis), a fait place à la mondialisation et à l'intensification de la concurrence capitaliste. La « révolution de la gestion » et l'ère de la construction d'empires bureaucratiques, popularisées par Dahrendorf, Galbraith et bien d'autres dans les années cinquante et soixante, ont été suivies d'un dégraissage des organisations industrielles et gouvernementales, ce qui constituait une victoire apparente des « marchés » sur la « hiérarchie » et la mise au pas des dirigeants des entreprises et des gouvernements par les marchés des obligations et des capitaux.

On peut trouver plusieurs explications générales à ces échecs des théories du passé. Les théoriciens de la post-modernité ont soumis le « projet des Lumières » de la sociologie traditionnelle à une intense critique avant de l'abandonner complètement. De même, les théoriciens des choix

rationnels ont renoncé aux perspectives historicistes en faveur des modèles statiques de l'économie néo-classique.

Ayant retenu cette leçon du passé, mais refusant d'abandonner la partie, un troisième groupe de sociologues a conservé le projet traditionnel, mais leurs aspirations ont été plus modestes que celles de leurs prédécesseurs. Ces sociologues ne se démarquent pas tant par leur position théorique ou méthodologique commune que par une même problématique d'analyse, soit la construction d'un méta-récit de la seconde moitié du XX^e siècle dans les démocraties capitalistes développées de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et des antipodes. En règle générale, ils dissocient le « présent » du « passé » en 1973, l'année du premier choc pétrolier de l'OPEP qui sépare symboliquement les Trente glorieuses du capitalisme d'après-guerre du présent. Ce fut l'époque de l'industrialisme poussé lorsque le long processus d'abandon de la vie rurale s'acheva enfin dans les sociétés occidentales et que l'expansion du travail industriel accompli par les cols bleus (masculins) fut à son zénith.

Dans la sphère économique, cet âge d'or fut marqué par la création d'une classe ouvrière à haut salaire (la fameuse « classe moyenne » de l'Amérique du Nord et le « travailleur de l'abondance » de l'Europe). Le monde politique se distinguait par l'émergence de l'État-providence moderne, né surtout à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Enfin, c'était le modèle du soutien de famille masculin qui dominait la vie familiale, mais aussi les relations entre les sexes, tout du point de vue statistique que normatif.

Depuis les années soixante-dix, tout cela a bien changé. En Europe, la pénurie de main-d'œuvre des années soixante a fait place à des taux de chômage constamment élevés. Les États-Unis, qui étaient sans conteste le « pays des chances de réussite » dans les années cinquante, sont devenus le « pays des inégalités sociales » dans les années quatre-vingt. À « l'abandon de la vie rurale » dans les économies occidentales des années quarante et cinquante a succédé la « désindustrialisation » à peine un quart de siècle plus tard. La vie familiale et les relations entre les sexes se sont transformées en raison du passage massif des femmes de l'économie ménagère à l'économie de service, et de la baisse du taux de fécondité et de la hausse des divorces. Partout, l'État-providence est remodelé et ne représente plus le symbole sacré d'une société « moderne », civilisée. Quant au marché, il semble être en train de s'échapper de la cage bureaucratique dans laquelle on l'avait installé au milieu du siècle. Que devons-nous déduire de tout cela ?

Les sociologues qui nous ont précédés dans les années cinquante et soixante ont rarement hésité à faire de grandes généralisations, louangeuses ou critiques, en se fondant sur les tendances qui se dessinaient sous leurs yeux. Que ce soit pour annoncer la « fin des idéologies » ou l'« avènement de la crise du capitalisme », ils ont rarement fait preuve de modestie. Cette tentative de prophétiser demeure forte, mais elle se manifeste sûrement de façon plus modeste.

Deux tendances illustrent ce changement. Comme le fait observer Fred Block (1987, p. 27), nos concepts clés pour décrire la période actuelle sont généralement des concepts négatifs, tels que le post-industrialisation, le post-fordisme, le post-modernisme, etc. Ils ne décrivent pas le type de société vers lequel nous nous acheminons, mais uniquement celui que nous laissons derrière nous. Le second changement apparaît dans l'emploi du pluriel au lieu du singulier dans nos concepts clés. Les auteurs contemporains parlent *des* États-providences plutôt que de l'État-providence, des nouveaux types de familles plutôt que de *la* famille, des *formes* de capitalisme plutôt que *du* capitalisme. Ce changement ne traduit pas seulement une sensibilité accrue à la diversité, mais aussi l'aveu que les échecs des théories élaborées dans le passé sont dus, pour paraphraser Lénine, aux tentatives de construire une théorie générale « dans un seul pays ». Par exemple, nous pouvons discerner rétrospectivement que le fameux débat sur le capitalisme opposant Miliband et Poulantzas, dans les années soixante-dix, reflétait en partie des différences réelles entre l'organisation de l'État britannique et celle de l'État français, ainsi qu'entre le capital britannique et le capital français, plutôt qu'une vérité profonde au sujet de la nature de l'État capitaliste.

Il faut se réjouir de cette modestie de la sociologie contemporaine dans ses analyses et ses prophéties. Comme l'écrit Hobsbawm, « la plupart des êtres humains fonctionnent comme des

historiens : ils ne reconnaissent la nature de leurs expériences que rétrospectivement » (Hobsbawm, 1994, p. 257). Parce qu'ils sont humains, les sociologues ne font pas exception à cette règle. Il y a à cela de bonnes raisons qui découlent de principes d'analyse et non uniquement des échecs passés. Des lois générales peuvent nous indiquer ce qui est de l'ordre du *possible* ; des lois probabilistes peuvent nous montrer que certains événements sont plus probables que d'autres. Avec des lois générales, nous pouvons esquisser une liste de mondes possibles dans l'avenir, tandis que les lois probabilistes peuvent nous dire lesquels sont plus probables que d'autres. Par contre, savoir quels mondes sont possibles et lesquels sont probables ne nous renseigne nullement sur ce qui va réellement se produire. Comme nous l'enseigne la théorie des probabilités, même les événements qui ont une probabilité faible peuvent survenir et, à long terme, ils *finiront* par se produire. Le problème auquel nous sommes confrontés, comme nous l'enseigne également la théorie des probabilités, c'est que le « long terme », ce peut être demain.

Une deuxième raison qui milite en faveur de la modestie en sociologie est la nature même du *temps*. On nous demande d'expliquer des tendances *émergentes*. Pourtant, personne n'ignore que les tendances émergentes sont difficiles à cerner. Tout d'abord, elles se mesurent mal, puisque les grandes mutations historiques résultent habituellement de l'accumulation de nombreux petits changements qu'il est difficile de discerner¹. En deuxième lieu, une fois un fait observé, il est généralement impossible de dire s'il s'agit d'une tendance émergente, d'une petite anomalie dans un cycle ou simplement d'un bruit quelconque dans le processus d'évolution historique du monde. Lorsque les historiens réécrivirent l'histoire du capitalisme occidental en 2100, il se pourrait bien que les Trente Glorieuses qui ont été tant célébrées apparaissent tout au plus comme une anomalie.

Ces réserves étant faites, il n'en reste pas moins que nous possédons aujourd'hui des données sur presque un quart de siècle à partir desquelles nous pouvons tracer les lignes de stabilité ou de changement qui émergent dans les riches démocraties capitalistes de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et de l'Asie du Sud-Est. Quel genre d'avenir nous laissent-elles entrevoir ?

ÉCONOMIE, VIE POLITIQUE ET CLASSES SOCIALES : Y A-T-IL CONVERGENCE DES NATIONS ?

En considérant d'une part les années désastreuses de la Grande Crise et d'autre part la prospérité éclatante suscitée par la reconstruction au lendemain de la guerre, les sociologues qui observaient l'après-guerre avaient tous la même idée en tête : la grande « question sociale » qui semblait tourmenter le capitalisme depuis sa naissance, soit la menace d'une révolution prolétarienne, était en voie d'être résolue. La menace extérieure que représentait l'Union soviétique demeurait évidemment au premier plan, mais sur le front intérieur, les classes ouvrières des nations occidentales s'incorporaient dans la société civile, économiquement et politiquement. Du point de vue économique, les luttes de classes étaient en voie d'être institutionnalisées sous la forme de nouvelles structures de négociation destinées à réguler les relations entre le capital et le travail. Du point de vue politique, la lutte des classes devenait une « lutte des classes démocratique » (Lipset, 1960), puisque les conflits entre les classes quittaient la rue pour être débattus dans les Parlements. L'opium qui étouffait la révolution prolétarienne n'était plus la religion, mais l'opulence. Pour des marxistes classiques adhérant en principe aux thèses théoriciennes de l'appauvrissement, une telle situation représentait un sérieux défi, à la fois intellectuel et politique.

Dans les années soixante-dix, c'est Harry Braverman (1973) qui a relevé ce défi dans une analyse mordante du processus du travail capitaliste et de la dégradation du travail. Si le capitalisme n'entraînait pas l'appauvrissement économique des travailleurs, soutenait-il, il entraînait manifestement leur appauvrissement *humain*. La division entre la conception et l'exécution sur les lieux de travail capitalistes séparait le monde en deux : d'une part, une petite élite de la connaissance et,

1. Par exemple, la croissance des inégalités sociales aux États-Unis n'a été largement admise qu'à la fin des années quatre-vingt, même si aujourd'hui on peut dater cette tendance du début des années soixante-dix.

d'autre part, une grande masse d'exécutants semi-qualifiés ou non qualifiés. Pour la majorité des gens, le capitalisme détruisait ce qui faisait d'eux des humains, leur capacité de penser et de créer.

La thèse de Braverman a trouvé un écho particulier dans les nations anglo-américaines, et cela pour une bonne raison. D'un point de vue *comparatif*, il existe nettement dans le système des relations industrielles américain une préférence historique pour une main-d'œuvre relativement non qualifiée associée à un large échelon de « gestionnaires » dont la principale tâche est de surveiller et de réguler le processus du travail (Clement et Myles, 1994). L'analyse de Braverman, par contre, a moins séduit l'Allemagne et la Suède, où un préjugé historique, renforcé par la pénurie de main-d'œuvre des années soixante, semblait favoriser l'obtention de gains de productivité par l'accroissement des qualifications des travailleurs. Toutefois, même en Amérique du Nord, la thèse historique de Braverman n'a pas résisté aux observations empiriques (Block, 1990 ; Myles, 1988 ; Wright et Martin, 1987). Les emplois qui ont augmenté le plus rapidement sont ceux qui exigeaient de hauts niveaux de compétence analytique, alors que ceux qui en exigeaient le moins ont été très facilement éliminés par la technologie. En fait, la baisse du niveau de spécialisation a accéléré le processus : dès qu'elle était dévalorisée, une tâche était susceptible de disparaître pour être remplacée par une nouvelle technique. Ironiquement, l'insatiable demande de travailleurs instruits de la part du capital fait revivre une thèse autrefois peu populaire de Marx, pour qui l'appauvrissement économique de la main-d'œuvre résultait d'un écart grandissant entre les salaires et les débouchés des travailleurs selon qu'ils possédaient un niveau de scolarité et de formation supérieur ou inférieur.

En 1983, une curieuse inversion s'est produite dans la psyché nord-américaine. Dans le nouveau scénario des années quatre-vingt, la victime de la thèse de Harry Braverman — le travailleur d'usine nord-américain ayant perdu ses qualifications — était sur le point de disparaître. Ce n'était pas une événement qu'il fallait célébrer, mais plutôt regretter. Cela pour une raison évidente : l'ouvrier nord-américain semi-spécialisé était un travailleur très bien payé, le pilier de la grande « classe moyenne ». Barry Bluestone et Bennet Harrison ont été les premiers à soutenir, dans *The Deindustrialization of America* (1982), que la classe moyenne américaine était en déclin. La thèse fut reprise et popularisée dans un article bien connu de Robert Kuttner (1983). Dans sa version la plus simple, c'était une thèse facile à comprendre pour un pays qui sortait à peine de sa récession la plus grave depuis les années trente. L'emploi dans le secteur de la fabrication diminuait parce que le travail était expédié à l'étranger et assuré par de nouvelles technologies. La source des nouveaux emplois était le secteur des services. Dans le secteur de la fabrication, la répartition des salaires est à peu près normale, avec énormément d'emplois au milieu et quelques-uns à la base et au sommet. Dans le secteur des services, au contraire, la répartition des salaires est bimodale, avec un grand nombre d'employés à hauts salaires (ingénieurs et informaticiens) et un grand nombre d'emplois mal payés (personnel d'entretien). Au milieu des années quatre-vingt, personne n'ignorait qu'il y avait plus de travailleurs américains en train de faire cuire des hamburgers qu'en train de fabriquer de l'acier. Dans l'avenir, disait-on, on assisterait à une polarisation des classes sociales aux États-Unis.

Ceux dont le métier était d'étudier la répartition des salaires et des revenus se montraient sceptiques. Il leur était arrivé bien des fois, dans les années d'après-guerre, d'entendre dire que les riches devenaient plus riches et les pauvres, plus pauvres. Vérification faite, ils avaient découvert que c'était faux. Comme le faisait remarquer Henry Aaron (1978, p. 17) à la fin des années soixante-dix, analyser les fluctuations de la répartition des revenus, c'était « comme regarder pousser le gazon ».

Lorsque les faits ont rendu leur verdict, il est apparu que les salaires et les gains se polarisaient en effet aux États-Unis, mais pas forcément pour les raisons prévues. Le virage vers les services avait eu un impact, mais modeste par rapport à la transformation générale de l'économie. La situation était plus grave : la polarisation des salaires et la hausse des inégalités s'étaient produites dans tous les secteurs et dans toutes les entreprises, et elles n'étaient pas dues uniquement à la transformation de la structure des emplois. Cette polarisation se produisait pendant que la croissance réelle du salaire moyen demeurait au point mort, les États-Unis présentent au moins un exemple

historique important d'appauvrissement depuis les années soixante-dix, période au cours de laquelle les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. Est-ce là l'avenir du capitalisme ?

Dans les années quatre-vingt dix, nous sommes heureusement mieux en mesure que dans les années cinquante d'éviter de construire une « théorie générale dans un seul pays ». Tout en étant loin d'être parfaite, la révolution de l'information nous permet de disposer facilement de données comparables pour la plupart des pays de l'OCDE². Freeman et Katz (1995) ont distingué trois grands groupes de pays : ceux où il n'y a pas eu de changement, c'est-à-dire où les différences entre les salaires sont demeurées les mêmes (Pays-Bas, France, Allemagne, Italie) ; ceux où il y a eu une légère hausse des différences (Australie, Canada, Japon, Espagne, Suède) ; enfin, ceux où il y a eu une hausse importante de ces différences (Royaume-Uni, États-Unis). On peut aussi identifier les pays où une hausse des différences de salaires a été compensée par des programmes sociaux (comme au Canada) et ceux où elle ne l'a pas été (comme aux États-Unis) (Picot et Myles, 1996). Cet appauvrissement et son amplitude représentent des variables et non une tendance inéluctable du capitalisme post-industriel.

Les taux d'affiliation syndicale ont énormément chuté aux États-Unis et au Royaume-Uni alors qu'ils sont demeurés stables ou ont augmenté dans les autres pays. À noter surtout que la grande majorité des travailleurs européens (environ 80 % en moyenne) sont couverts par des conventions collectives qui continuent légalement de les protéger même lorsque le nombre de syndiqués est faible (Traxler, 1996). Comme le fait observer Traxler, il y a encore peu de signes d'un « capitalisme désorganisé » en Europe continentale. Dans la même veine, l'annonce de la fin du rôle des classes sociales en politique (Clark et Lipset, 1991) s'est révélée prématurée, puisque les pourcentages de votes par classes sociales ont baissé dans certains pays, ont augmenté dans d'autres ou sont demeurés stables ailleurs (Manza, Hout et Brooks, 1995).

Toutes ces différences dans le temps et l'espace signifient-elles que le sociologue doit résister à la tentation de construire des méta-récits de notre histoire collective, dans le passé, dans le présent et dans les futurs possibles ? Je ne le crois pas, en partie parce que les autres options sont totalement dépourvues d'intérêt. D'un côté, nous pourrions céder à la tentation du post-modernisme, qui réduit la réalité à des millions de récits de vie différents. D'un autre côté, nous pourrions revenir *en arrière* pour nous réfugier dans la recherche de lois universelles (statiques) du comportement humain, lois qui, en raison de leur caractère général, sont les plus dépourvues de contenu (Weber). Par contre, comment pouvons-nous éviter les généralisations excessives des générations antérieures ? Selon moi, on peut discerner dans la littérature actuelle deux stratégies, *en apparence* contradictoires, dans l'analyse de la continuité et du changement.

L'EMPREINTE DES ORIGINES ET LA TRANSFORMATION SOCIALE

Selon certains, nous vivons actuellement une période de transition, une époque où « les paramètres qui créent des régularités pendant les périodes normales sont eux-mêmes mobiles et instables ; par conséquent, les comportements deviennent imprévisibles » (Cohen et Zysman, 1987, p. 88). Le mieux que nous puissions faire dans les circonstances, nous dit Mahon (1989, p. 1), « est de tenter de discerner les grandes lignes des options possibles à partir des tendances contradictoires en action et d'indiquer les conséquences possibles de chacune ».

Cette vision résolument modeste de ce qu'il est possible d'accomplir s'inspire des travaux de l'école française de la régulation (Boyer, 1990) et de ses ramifications, qui comptent aujourd'hui des ouvrages reconnus comme *The Second Industrial Divide* de Piore et Sabel (1984). Cette modestie est née en réaction aux modèles très déterministes de la génération antérieure (notamment ceux des structuralistes français des années soixante-dix). Il s'ensuit que l'avenir n'a que des liens très lâches avec le passé. Parce que nous prêtons à nouveau l'oreille à Saint-Simon, l'histoire se remplit

2. Au sujet des revenus, voir OCDE, 1995, publication n° 769 ; au sujet des emplois et des salaires, voir OCDE, 1994, publication n° 718.

de points de rupture et de points d'embranchement, et le choix de la direction à suivre n'est jamais surdéterminé par le passé. Par conséquent, soutiennent Piore et Sabel, la victoire au début du siècle de la production de masse sur les techniques artisanales ainsi que l'élaboration subséquente du fordisme ne sont qu'une stratégie parmi plusieurs autres *possibles*. Si les conditions historiques avaient été (très) légèrement différentes, d'autres options auraient pu être adoptées. Contrairement aux problèmes mathématiques, les problèmes du monde réel ont rarement une seule solution. Pendant les périodes de transition, comme celle que nous traversons actuellement, le chaos est réel, car des nations, des régions et des industries différentes mènent localement des expériences diversifiées à la recherche d'une « solution » devant les forces nouvelles que sont les changements techniques, la mondialisation et l'épuisement du paradigme fordien de production de masse comme modèle de croissance économique.

La vision opposée soutient que le passé et l'avenir sont étroitement liés. Dans le *nouvel institutionnalisme*, le choix des stratégies et des solutions dans le présent est lié au passé par la « rétroaction », l'« apprentissage social » et les « effets d'enclenchement » des choix institutionnels passés³. Par exemple, les clivages sociaux sur lesquels on tente aujourd'hui de restructurer les États-providences sont eux-mêmes le produit des modèles d'État-providence construits dans le passé (Esping-Andersen, 1990). Des forces absolument identiques, comme le changement technologique et la mondialisation, ont des effets très différents sur les marchés du travail allemand et américain parce qu'elles sont filtrées et traitées par des institutions très différentes héritées du passé (Freeman, 1993). Ce qui paraissait chaotique dans la première vision devient tout à coup ordonné et explicable dans la seconde.

Là où les théoriciens de la régulation tendent à voir de grandes ruptures historiques et du changement, les théoriciens du nouvel institutionnalisme tendent à voir constance et continuité. Pierson (1994) par exemple, dans son analyse des tentatives de Reagan et de Thatcher de restructurer l'État-providence, souligne l'impuissance relative des deux leaders à provoquer une coupure radicale avec le passé, en raison de l'opposition des électeurs (les personnes âgées) bénéficiaires de programmes issus des réformes passées de l'État-providence. Par leur nature même, les institutions résistent à tout changement radical. De même, après avoir examiné un vaste éventail d'indicateurs institutionnels, Kitschelt, Marks, Lange et Stephens (à paraître) ne voient que de bien modestes reconfigurations dans les grands modèles du capitalisme de marché construits pendant l'« âge d'or » du capitalisme. De toute évidence, des changements peuvent survenir et surviennent en effet, mais ils s'inscrivent dans le contexte d'une logique institutionnelle relativement inchangeante.

Pourtant, comme je l'ai suggéré plus haut, le désaccord entre ces deux visions est plus apparent que réel. Leurs différences reflètent des ambitions et des objectifs théoriques quelque peu différents. En simplifiant à l'excès, disons que la théorie de la régulation tente de mettre le doigt sur les forces de changement, tandis que le nouvel institutionnalisme s'intéresse aux facteurs de médiation à travers lesquels les nations, les entreprises et les ménages réagissent à ces forces. Les deux points de vue représentent toutefois un moment différent de la réaction aux « prophéties historiques inconditionnelles » (Popper) qui ont caractérisé les généralisations à l'emporte-pièce des théoriciens de la génération antérieure ; ceux-ci s'attribuaient de grands pouvoirs de prédiction en arguant de leur appréhension de la logique inéluctable d'une seule dynamique sous-tendant les changements au cours de l'histoire, qu'il s'agisse de la « logique de l'industrialisme » ou de « la logique du capitalisme ». Nos points de vue reflètent tous deux la façon de voir de sociologues respectueux de l'histoire, pour qui la façon dont se déroulent les grands processus sociaux est fortement tributaire du moment, du lieu et de la séquence des événements (Tilly, 1995, p. 1601), si bien qu'il est rarement possible de ne faire qu'une seule prédiction. Pour les théoriciens de la régulation, l'histoire est remplie de points d'embranchement, de conjonctures historiques qui ouvrent de *multiples* voies d'avenir. Les partisans du nouvel institutionnalisme ajoutent à cette vision l'hypothèse voulant

3. Le « nouvel institutionnalisme » apparaît sous des formes diverses. Pour une analyse de ses versions en science politique et en sociologie, voir Hall et Taylor (1996).

qu'une fois une voie choisie, il devient extrêmement difficile pour les acteurs de revenir en arrière et de recommencer (en choisissant une autre voie) ou de prendre en cours de route une voie qui a déjà été rejetée. Par conséquent, une convergence vers des voies uniques est peu probable.

Dans le monde des économistes néoclassiques, au contraire, ces voies sont appelées à converger vers un même équilibre, car certains choix se révèlent supérieurs à d'autres (c'est-à-dire plus « efficaces » que d'autres). Il en est ainsi parce que le modèle néoclassique suppose un monde où des gains marginaux décroissants provoquent une rétro-action négative menant à un (seul) équilibre prévisible (Pierson, 1997). Disons plus simplement que si je choisis une stratégie moins bonne que la stratégie la plus efficace, je serai « puni » pour mon choix (rétroaction négative), si bien que je modifierai bientôt mon comportement ou ferai faillite. La convergence va donc de soi.

Laquelle de ces deux visions est juste ? Dans un article pénétrant, Pierson (1997) soutient que tout dépend du processus. Comme le suppose le modèle des économistes, bien des processus sociaux se caractérisent par une baisse des gains et une rétroaction négative, mais d'autres processus sont différents ; ils se caractérisent plutôt par une hausse des gains et une rétroaction positive, si bien que chaque pas dans une voie entraîne des conséquences qui rendent chaque fois cette voie plus attrayante et rendent tout changement onéreux. Le moment, le lieu et la séquence des événements — en un mot, *l'histoire* — jouent un rôle important dans les seconds processus, mais non dans les premiers.

Pierson (1997, pp. 33-34) résume ainsi les principales caractéristiques des processus qui portent l'empreinte de l'origine :

- 1) *équilibres multiples* : dans des conditions qui favorisent l'empreinte de la voie choisie, un éventail de résultats est hautement probable et la convergence peu probable ;
- 2) *contingences* : des événements relativement peu importants qui se produisent au moment opportun peuvent avoir des résultats importants et durables ;
- 3) *rôle clé du moment et de la séquence* : le moment où un événement se produit dans une séquence peut être aussi important que l'événement lui-même ;
- 4) *équilibres ponctués de changements* : en règle générale, il survient de longues périodes de stabilité relative suivies d'une brève succession de changements rapides, souvent associés à des chocs exogènes.

En fait, les économistes ont considérablement progressé dans l'étude des processus qui portent l'empreinte de la voie choisie, dans des domaines aussi diversifiés que le changement technologique (pourquoi le PC l'a-t-il emporté sur le Mac ?), la géographie économique (pourquoi Silicon Valley ?) et le commerce international⁴. Les économistes ne se demandent pas *si* de tels processus existent, mais plutôt *s'ils* se produisent souvent dans le monde réel (de l'économie). Vue sous cet angle, la question est d'ordre pratique. *Si* les lignes de changement dans les systèmes de stratification, dans les institutions étatiques et dans l'organisation sociale dépendent vraiment des voies choisies, la modestie dont on fait aujourd'hui preuve en macrosociologie s'impose. Dans le cas contraire, elle devient une excuse pour la paresse intellectuelle. En fait, si les processus de changement qui nous intéressent sont vraiment dépendants des voies choisies, il est utopique de rechercher une convergence, c'est-à-dire une forme dominante unique d'organisation sociale qui caractériserait les démocraties capitalistes développées dans l'avenir.

Cette distinction est importante également pour les décideurs politiques. Soskice (1994) fait valoir, par exemple, que la tentative récente des Britanniques de rapprocher leur système de formation professionnelle du modèle d'apprentissage de l'Allemagne est une utopie du même ordre. Même si l'on peut démontrer que le modèle allemand réussit mieux à intégrer les jeunes travailleurs au marché du travail, surtout ceux les moins qualifiés, le succès de ce modèle dépend de la présence d'institutions de coordination avec les employeurs ainsi qu'entre le capital financier et le capital industriel. Or ces institutions n'existent pas dans les pays anglo-saxons. Par conséquent, à moins de

4. Pour la thèse classique, voir North (1990).

restructurer massivement toute son économie politique, ce qui semble peu probable, la Grande-Bretagne doit chercher une autre stratégie, quitte à ce que celle-ci ne soit pas optimale.

Cependant, comment pourrions-nous reconnaître un processus inhérent à la voie choisie si nous en voyions un ? L'analyse que fait Soskice des conditions institutionnelles préalables à l'adoption du modèle d'apprentissage allemand repose implicitement sur un des facteurs clés que Brian Arthur identifie comme l'une des principales causes qui rendent les processus économiques dépendants de la voie choisie, soit un important coût de démarrage ou coût fixe ; lorsque ce coût est élevé, les individus et les organisations sont fortement incités à rechercher une seule option et à s'y tenir. Nous aurions tendance à trouver les décideurs politiques de Grande-Bretagne naïfs de vouloir restructurer leur économie politique sur le modèle allemand à cause, entre autres, de l'énorme coût politique et économique qu'entraîne un tel changement⁵.

Quant à savoir si les processus qui se caractérisent par une augmentation des gains et une dépendance à l'égard de la voie choisie sont courants ou comparativement rares dans le monde économique, c'est là une question chaudement débattue par les économistes. Dans le monde politique, par contre, Pierson soutient qu'on les retrouve partout, et ce pour quatre raisons : (1) la prédominance des horizons à court terme chez les acteurs politiques, en raison de la fréquence des élections ; (2) les possibilités limitées de reconnaître ou de mesurer l'« efficacité » d'un projet (les acteurs politiques doivent viser à atteindre simultanément tout un éventail d'objectifs dont les résultats, contrairement aux projets, sont difficiles à mesurer) ; (3) le caractère intrinsèquement intangible des institutions politiques (les institutions politiques sont souvent intentionnellement conçues pour limiter les choix des générations futures, comme les constitutions par exemple) ; enfin (4), les problèmes communs à toute action collective dans le monde politique (la nécessité de mobiliser et de coordonner les efforts d'un grand nombre d'acteurs et d'organisations autonomes pour obtenir des résultats). Remodeler l'État-providence, par exemple, est en soi un exercice plus complexe et plus difficile que le lancement d'un nouveau produit sur le marché.

Comme Stinchcombe (1997) nous le rappelait récemment, l'« ancien institutionnalisme » peut nous enseigner beaucoup de choses à ce sujet. L'un des principaux « résultats » d'un système politique est la persistance de sa propre légitimité. Les possibilités d'une réforme radicale sont fortement limitées par la justice, l'équité et le devoir d'honorer des contrats implicites entre les décideurs politiques et l'électorat⁶. Beaucoup ont sans doute trouvé la transition de DOS à Windows pénible, mais Microsoft n'a jamais prétendu que DOS était un « héritage sacré ».

Plutôt que d'approfondir ces idées (déjà analysées dans les ouvrages cités dans la bibliographie), je vais illustrer leurs répercussions à partir d'un seul exemple, soit le débat actuel sur l'avenir probable de l'État-providence.

L'AVENIR DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Considérons une prédiction qui a aujourd'hui cours sur l'avenir des États-providences dans un monde capitaliste global. Sous la pression des nouvelles techniques de production et des marchés capitalistes mondiaux, on assiste à une grave érosion de la liberté relative des États-nations d'adopter des stratégies nationales distinctes pour l'organisation des marchés et la distribution de l'aide sociale. Le capital traverse aisément les frontières nationales, pas le travail. Voici la description succincte que font McKenzie et Lee (1991, p. 1) de la situation :

5. Les trois autres conditions qu'Arthur associe à l'empreinte de l'origine dans le cas de l'adoption d'une technique sont également pertinentes : a) effets d'apprentissage : les connaissances acquises sur le fonctionnement de systèmes complexes incitent au maintien de ces systèmes ; b) effets de coordination : la rétribution pour avoir adopté une stratégie particulière dépend de l'adoption de cette stratégie par les autres aussi ; c) prévisions incitant à l'adaptation : lorsqu'il est généralement prévu que les autres adopteront une stratégie particulière, les personnes et les entreprises se sentent incitées à adopter la même stratégie si elles croient qu'à défaut de « choisir le bon cheval », elles subiront des inconvénients par la suite.

6. Pour une analyse de ces questions, voir Myles et Quadagno (1997).

La révolution récente de la technologie informatique et informationnelle a permis aux entreprises de déplacer leurs avoirs dans le monde en poussant simplement un bouton. Elle a également entraîné une explosion de la concurrence non pas entre les entreprises, mais entre les gouvernements nationaux qui cherchent à attirer de nouvelles entreprises et à garder celles qui existent déjà à l'intérieur de leurs frontières. Cette concurrence a forcé les gouvernements à réduire leurs impôts, leurs dépenses et leur réglementation et aussi à abaisser leurs barrières commerciales. La perte de pouvoirs fiscaux et de capacité de réglementer qui en résulte a gravement entravé leur capacité même de gouverner.

Qu'ils privilégient ou non des politiques de redistribution sociale, les gouvernements qui n'adoptent pas des mesures fiscales et réglementaires favorables aux investissements seront punis sur un marché où le capital mondial incite tous les pays à converger vers le même cadre institutionnel néolibéral sous peine d'être condamnés au néant économique.

Cette opinion, que l'on retrouve chez nombre d'analystes de droite comme de gauche, représente un exemple classique de modèle de processus caractérisé par une rétroaction négative et une baisse des gains. Le marché punit par des résultats en deçà la norme optimale les acteurs et les organisations (notamment les États-nations) qui ne s'adaptent pas au modèle le plus « efficace » (aux « meilleures pratiques »), et cela crée une incitation qui amènera tôt ou tard tous les gouvernements à converger vers un seul modèle prévisible.

Jusqu'à maintenant, les analyses empiriques de la restructuration des États-providences n'ont guère étayé ce point de vue⁷. L'analyse que fait Pierson (1994) des administrations Reagan et Thatcher souligne la capacité limitée de leaders politiques pourtant résolu et relativement puissants de réaliser des modifications structurelles radicales dans des programmes sociaux bien institutionnalisés. L'échec ou le succès relatif de ces deux dirigeants dans leur tentative de privatiser leur régime de retraite est instructif : Thatcher a réussi là où Reagan a échoué. Une différence majeure entre les deux régimes était leur ancienneté relative. Dans le cas de la Grande-Bretagne, le régime de retraite (le SERPS) était relativement récent (1978). Par conséquent, peu d'obligations à long terme s'y rattachaient et le coût de transition était comparativement faible. Aux États-Unis, au contraire, le programme de sécurité sociale établi en 1935 versait des rentes depuis longtemps et le passage à un régime contributif privé soulevait le fameux problème du « double paiement » que l'on retrouve dans tous les systèmes par répartition qui sont parvenus à échéance. La génération actuelle doit payer deux fois : une première fois pour honorer les obligations financières envers ceux qui sont aujourd'hui à la retraite et une deuxième fois pour financer sa propre retraite. Par conséquent, même pour ceux qui croient que le passage d'un régime de retraite par répartition à un régime par capitalisation (privé ou public) est une solution efficace au problème de financement que pose la population âgée, ce choix peut se révéler quasi impossible en raison des effets d'enclenchement irréversible des mécanismes institutionnels existants.

Le problème du « double paiement » dans la réforme des régimes de retraite est un exemple classique de dépendance d'une institution à une voie choisie ; il est comparable très bien à l'exemple que favorisent les économistes qui étudient le changement technologique, soit le maintien du clavier QWERTY sur la machine à écrire. On a conçu le modèle QWERTY pour éviter que les dactylos compétentes ne tapent plus vite que ne le permettait le mécanisme des anciennes machines. Par contre, une fois cette amélioration technique apportée, le clavier QWERTY s'est révélé nettement en deçà de norme optimale car, en principe, les dactylos pourraient atteindre des vitesses très supérieures sur un autre clavier. Le clavier QWERTY a pourtant résisté au changement à cause d'un énorme « coût irrécupérable » et à cause des effets d'apprentissage qui s'y rattachent. Esping-Andersen (1996) analyse aussi la rigidité des États-providences du continent européen (« fordisme figé ») face à ce qui lui apparaît comme un changement institutionnel incontournable : la dépendance à l'égard de l'origine crée de la rigidité institutionnelle et favorise le maintien de la diversité

7. Puisque ce processus de restructuration est loin d'être terminé, cependant, il se pourrait que les études empiriques des deux ou trois prochaines décennies soient plus favorables.

des États-providences, même lorsqu'une telle diversité entraîne des résultats en deçà la norme optimale en ce qui a trait à la sécurité sociale. Il se peut qu'une telle dépendance protège un État-providence d'une réforme néolibérale généralisée, mais elle peut aussi bloquer une adaptation enrichissante de ses politiques sociales.

À partir de l'analyse des « régimes de production » de Soskice (1990), Kitschelt, Lange, Marks et Stephens (à paraître) avancent un raisonnement quelque peu différent en faveur de la divergence. Des nations différentes présentent des profils de production différents, c'est-à-dire des institutions nationales pour la régulation du marché du travail, pour la gouverne des entreprises et pour la régulation du marché des produits qui leur sont particulières, et ces profils assurent aux entreprises des avantages institutionnels comparatifs différents. Comme il s'agit d'avantages comparatifs qui ne s'exportent pas ou ne se copient pas facilement (comme le système d'apprentissage professionnel de l'Allemagne), les acteurs clés du marché sont enclins à les conserver. Dans ce cas, cependant, la dépendance à l'égard d'une voie n'est pas due à une rigidité institutionnelle qui risque d'entraîner des résultats en deçà de la norme optimale. Au contraire, la « solution optimale » est propre à un régime particulier. Dans les économies de marché coordonnées (ÉMC) du Nord de l'Europe, les entreprises sont donc en mesure, à cause et non en dépit de leur régime institutionnel qui englobe des éléments clés de l'État-providence, de fabriquer des produits de haute qualité que les économies de marché libérales (ÉML) dérèglementées ont de la difficulté à fabriquer.

Ces derniers auteurs ne prétendent pas qu'il n'y aura pas de changement, mais plutôt que le changement lui-même dépend de la voie choisie ; au lieu de converger vers un ensemble unique, et fonctionnellement supérieur, de politiques et d'institutions, le processus de changement se caractérise par une *divergence par réfraction* « en fonction de laquelle certains caractères différents du passé disparaissent et sont remplacés par de nouveaux pour lesquels les institutions sont les agents de médiation et qui reflètent leurs réactions aux défis posés par le nouvel environnement » (Kitschelt, Marks, Lange et Stephens, à paraître, p. 9). Ces auteurs prédisent en particulier que les pays où le capitalisme est mieux organisé (comme les ÉMC) redoublent d'efforts pour organiser leur économie, tandis que des pays peu organisés en comparaison (comme les économies libérales anglo-saxonnes) commencent à renoncer à leur organisation étatique et tentent de rétablir des relations de marché plus compétitives. « Les économies de marché mieux organisées demeurent organisées, interventionnistes, régulatrices et favorables aux mesures sociales, disent-ils tandis que les économies de marché libérales deviennent encore plus libérales avec des mesures sociales affaiblies et une insistance accrue sur le mérite individuel et les marchés. » (*Ibid.*, p. 10) Comme Stephens, Huber et Ray le démontrent dans le même livre cité précédemment (à paraître), ce sont surtout les régimes libéraux (Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) qui ont tenté de fonder leur compétitivité internationale sur de bas salaires, ce qui a entraîné un recul des politiques sociales (assurance-chômage, assurance-maladie, sécurité sociale) qui sapaient toute incitation à travailler contre un faible salaire.

Ce retranchement n'est toutefois pas le seul résultat. Comme Myles et Pierson (sous presse) le montrent pour le Canada et les États-Unis, la réforme entraîne l'émergence d'un modèle de distribution de l'aide sociale qui est nettement nouveau et qui s'articule autour de principes associés à la théorie de la fiscalité négative de Milton Friedman.

LES LIMITES DES PROPHÉTIES

Les témoins de n'importe quelle époque historique ont toujours tendance à penser qu'ils vivent une période tumultueuse de changement social. Confrontés à l'émergence de nouvelles formes de vie politique, économique et sociale, ils tentent constamment d'atténuer l'incertitude en construisant des méta-récits historiques, une théorie spéculative. Assagis par les leçons du passé (récent), les macrosociologues contemporains ont eu tendance, ai-je soutenu, à analyser la transition actuelle avec beaucoup plus de modestie intellectuelle que leurs prédécesseurs. Il en est résulté dernièrement une augmentation de ce qu'on pourrait considérer comme des « théories de niveau

intermédiaire » sur le changement institutionnel. Comme nous sommes encore au milieu d'un processus dont les résultats demeurent indéterminés, la plupart des travaux récents que j'ai mentionnés visent à comprendre le processus lui-même. Si vraiment les caractéristiques qu'ils décrivent distinguent la période de transition actuelle dans les démocraties capitalistes avancées, nul doute que la modestie est de mise avant de se lancer dans des prophéties. À mesure que le processus se déroulera et que les contours du changement se préciseront, nos théories deviendront sans doute plus ambitieuses. Cependant, comme l'historien de Hobsbawm, ce n'est que rétrospectivement que nous pourrions nous rendre compte de ce qui nous arrive.

Je ne cherche nullement ici à rabaisser la contribution des *sciences* sociales à la vie sociale. Tout d'abord, de bonnes sciences sociales empiriques nous permettent de distinguer les faits de la fiction (du genre : le travail est en voie de disparition), et à lui seul, ce résultat en vaut la peine. En deuxième lieu, une théorie *générale* complexe, comme les théories économiques contemporaines, nous permet de nous prononcer en toute connaissance de cause sur ce qui *pourrait* arriver (le *possible*), de dire par exemple : si telles conditions existent et si les individus se comportent de telle façon précise, voici quel sera le résultat. Ces affirmations probabilistes, qui caractérisent la sociologie et la science politique, nous aident à évaluer le degré de probabilité d'autres mondes possibles. Il n'y a que la séquence *réelle* des événements, que nous appelons histoire, qui ne peut pas être connue d'avance. Et c'est probablement une bonne chose.

John MYLES

Pepper Institute on Aging and Public Policy
Florida State University
647 Bellamy Building
Tallahassee Floride 32306-3055, États-Unis

RÉSUMÉ

Depuis longtemps, le désir de concevoir des méta-récits historiques destinés à séparer le passé du présent et à indiquer les trajectoires probables dans l'avenir est au cœur de la tradition sociologique. En règle générale, le cours réel de l'histoire a plutôt démenti les prévisions. Aujourd'hui, les théories spéculatives de la modernisation et de la transformation du capitaliste que les spécialistes des sciences sociales avaient tant prisées entre les années cinquante et soixante-dix ont presque toutes été infirmées. En réaction, beaucoup ont renoncé à leurs ambitions théoriques antérieures pour embrasser, d'une part, le solipsisme du post-modernisme et, d'autre part, les modèles statiques de la théorie des choix rationnels. Dans mon article, je signale une troisième réaction, soit la reprise du projet traditionnel, mais sur des bases plus modestes. En m'inspirant d'études récentes sur les marchés du travail et sur les États-providences, je montre comment la théorie de la régulation et le nouvel institutionnalisme représentent tous deux des moments différents d'une tentative de comprendre le changement historique à une grande échelle, mais sans chercher comme la génération antérieure à produire des « prophéties historiques inconditionnelles ».

SUMMARY

The impulse to create grand historical meta-narratives aimed at separating past from present and pointing out likely trajectories to the future has long been at the core of the sociological enterprise. In general, the actual course of history has not been kind to this project. The "grand theories" of modernisation and capitalist transformation much favored by social scientists from the fifties to the seventies have now been mostly falsified. In response, many have turned away from the theoretical ambitions of an earlier period to embrace the solipsism of postmodernism, on the one hand, or the static models of rational choice theory, on the other. In this paper, I point to a third response that has taken up the traditional project, albeit on more modest terms. Drawing on recent studies of labor markets and welfare states, I illustrate how both regulation theory and the new institutionalism represent different moments of an effort to understand large scale historical change minus the ambitions of an earlier generation to generate "unconditional historical prophecies".

RESUMEN

Dese hace mucho tiempo, el deseo de concebir metarelatos históricos destinados a separar el pasado del presente y a indicar los trayectos probables en el futuro está en el corazón de la tradición sociológica. En regla general, el curso real de la historia a más bien maltratado esta empresa. Hoy, las teorías especulativas de la modernización y de la transformación capitalista que los especialistas de las ciencias sociales habían apreciado tanto entre los años cincuenta y setenta han sido casi todas contradichas. En reacción, muchos han renunciado a sus ambiciones teóricas anteriores para abrazar, por un lado, el solipsismo del posmodernismo y, por otro lado, los modelos estáticos de las elecciones racionales. En mi artículo, yo señalo una tercera reacción, la retoma del proyecto tradicional, pero a partir de bases más modestas. Inspirándome de estudios recientes sobre los

mercados de trabajo y sobre los Estados-benefactores, yo muestro de que manera la teoría de la regulación y el nuevo institucionalismo representan momentos diferentes de una tentativa de comprender el cambio histórico en grande escala, pero sin intentar, como la generación anterior, producir « profecías históricas incondicionales ».

BIBLIOGRAPHIE

- AARON, Henry (1978), *Politics and the Professors : The Great Society in Perspective*, Washington (D.C.), Brookings Institution.
- ARTHUR, Brian (1994), *Increasing Returns and Path Dependence in the Economy*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- BLOCK, Fred (1987), *Revising State Theory : Essays in politics and postindustrialism*, Temple University Press.
- BLOCK, Fred (1990), *Postindustrial Possibilities : A Critique of Economic Discourse*, Berkeley, University of California Press.
- BLUESTONE, Barry et HARRISON, Bennett (1982), *The Deindustrialization of America*, New York, Basic Books.
- BOYER, Robert (1990), *The Regulation Approach : A Critical Introduction*, New York, Columbia University Press.
- CLARK, Terry et LIPSET, Seymour Martin (1991), « Are Social Classes Dying ? », *International Sociology*, vol. 6, p. 397-410.
- CLEMENT, Wallace et MYLES, John (1994), *Relations of Ruling : Class and Gender in Postindustrial Societies*, McGill-Queens University Press, Kingston et Montréal.
- COHEN, Stephen et ZYSMAN, John (1987), *Manufacturing Matters : The Myth of the Post-Industrial Economy*, New York.
- ESPING-ANDERSEN, Gosta (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton, Princeton University Press.
- ESPING-ANDERSEN, Gosta (1996), « Welfare States Without Work : The Impasse of Labour Shedding and Familialism In Continental European Social Policy », in Esping-Anderson (dir.), *Welfare States in Transition : National Adaptations in Global Economies*, Londres, Sage.
- FREEMAN, Richard (1993), *Working Under Different Rules*, New York, Russell Sage.
- FREEMAN, Richard et KATZ, Lawrence (1995), « Introduction and Summary », in R. Freeman et L. Katz, *Differences and Changes in Wage Structures*, Chicago, University of Chicago Press.
- HALL, Peter et TAYLOR, Rosemary (1996), « Political Science and the Three New Institutionalisms », *Political Studies*, vol. XLIV, pp. 936-957.
- HOBSBAWM, Eric (1994), *The Age of Extremes : A History of the World, 1914-1991*, Pantheon, New York.
- KITSCHELT, Herbert, MARKS, Gary, LANGE, Peter et STEPHENS, John (à paraître), « Convergence and Divergence in Advanced Capitalist Democracies », in H. Kitschelt, P. Lange, G. Marks et J. Stephens (ed.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*.
- KUTTNER, Bob (1983), « The Declining Middle », *The Atlantic*, juillet, pp. 60-72
- LIPSET, Seymour Martin (1960), *Political Man : The Social Bases of Politics*, Garden City (NY), Doubleday.
- MAHON, Rianne (1989), « Post-Fordism, Canada, and the FTA : Is There Room For The Left To Manoeuvre ? », Conference on Export-Led Growth, Uneven Development and State Policy, avril, Université de Pise.
- MANZA, Jeff, HOUT, Michael et BROOKS, Clem (1995), « Class Voting In Capitalist Democracies Since World War II : Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation », *Annual Review of Sociology*, vol. 21, pp. 137-162.
- McKENZIE, R. et LEE, D. (1991), *Quicksilver Capital : How the Rapid Movement of Wealth Has Changed the World*, The Free Press, New York.
- MYLES, John (1988), « The Expanding Middle : Some Canadian Evidence On The Deskillling Debate », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 25, pp. 335-364.
- MYLES, John et PIERSON, Paul (à paraître), « Friedman's Revenge : The Reform of Liberal Welfare States in Canada and the United States », *Politics and Society*.
- MYLES, John et QUADAGNO, John (1997), « Recent Trends in Public Pension Reform : A Comparative View », in K. Banting et R. Boadway (dir.), *Reform of Retirement Income Policy : International and Canadian Perspectives*, Kingston, Queen's University School of Policy Studies.
- NORTH, Douglass C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (1994), *The OECD Jobs Study : Facts, Analysis, Strategies*, Paris, OCDE.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (1995), *Income Distribution in OECD Countries*, Paris, OCDE.
- PICOT, Garnett et MYLES, John (1996), « Social Transfers, Changing Family Structure and Low Income Among Children », *Canadian Public Policy*, vol. XXII, p. 244-267.
- PIERSON, Paul (1994), *Dismantling the Welfare State ? Reagan, Thatcher and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PIERSON, Paul (1997), « Path Dependence and the Study of Politics », Robert Schuman Centre, European University Institute, janvier, Florence.
- PIORE, Michael et SABEL, Charles (1984), *The Second Industrial Divide*, New York, Basic Books.
- SOSKICE, David (1990), « Wage Determination : The Changing Role of Institutions in Advanced Industrial Societies », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 6, p. 36-61.
- SOSKICE, David (1994), « The German Training System : Reconciling Markets and Institutions », in L. Lynch (dir.), *International Comparisons of Private Sector Training*, Chicago, University of Chicago Press.

- STEPHENS, John, HUBER, Evelyne et RAY, Leonard (à paraître), « The Welfare State in Hard Times », in H. Kitschelt, P. Lange, G. Marks et J. Stephens (dir.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*.
- STINCHCOMBE, Arthur (1997), « On the Virtues of the Old Institutionalism », *Annual Review of Sociology*, vol. 23, pp. 1-18.
- TILLY, Charles (1995), « To Explain Historical Process », *American Journal of Sociology*, vol. 100, pp. 1594-1610.
- TRAXLER, Franz (1996), « Collective Bargaining and Industrial Change : A Case of Disorganization ? », *European Sociological Review*.
- WRIGHT, Erik Olin et MARTIN, Bill (1987), « The Transformation of the American Class Structure, 1960-1980 », *American Journal of Sociology*, vol. 93, pp. 1-29.